

Avis adopté

Séance plénière du 13 juin 2023

Développement *solidaire* et lutte contre les *inégalités* mondiales :
se donner les moyens d’agir

Déclaration du groupe Agriculture

Les besoins de financement de l’aide au développement ont explosé depuis qu’ont été introduits les 17 objectifs du développement durable. Il faut y faire face mais sans oublier que l’optimisme des Nations Unies, qui actaient les progrès enregistrés en matière de lutte contre l’insécurité alimentaire et l’extrême pauvreté, n’est malheureusement pas réalisé. Comme le rappelle l’avis, « un humain sur deux n’a pas accès aux services de santé essentiels et 250 millions de personnes dans le monde sont en situation d’insécurité alimentaire »

Cela reste pour le groupe agriculture la première des priorités.

Par ailleurs, le groupe rejoint pleinement la préconisation n°2, tout à fait déterminante. L’arrivée de nouveaux acteurs comme la Chine et la Russie, dont les méthodes et les objectifs portent le germe d’un nouvel impérialisme qui ne dit pas son nom, pourrait menacer la paix mondiale et bouleverser assurément le cadre de l’aide au développement. Il faut alors effectivement établir des règles de conduite partagées avec les pays du Sud.

Le groupe approuve également les préconisations visant à renforcer le rôle de la société civile dans la mise en œuvre de l’aide publique au développement et notamment en réaffirmant le principe de redevabilité.

Pour le groupe agriculture, un bon projet est un projet co-construit avec les États bénéficiaires et en adéquation avec les attentes et les besoins des populations locales. La structuration de la société civile doit être un axe central de notre action. Dans le secteur agricole, l’association AFDI (Agriculteurs Français – Développement international) qui œuvre plus particulièrement en Afrique, accompagne les paysans dans leurs projets de structuration en organisations de producteurs afin qu’ils soient en capacité de peser dans l’élaboration des politiques publiques qui conviennent à leurs besoins.

Rien ne serait pire que de plaquer nos propres schémas et critères de développement, loin des réalités vécues par les populations du Sud.

Enfin, concernant les objectifs en vue du Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier, nous considérons qu’il s’agit d’une échéance majeure pour sécuriser l’aide au développement autour des 4 objectifs fixés.

Ici, comme ailleurs, il convient d’être innovant. Cependant nous regardons avec prudence la perspective de taxations nouvelles. Elles ne peuvent être l’alpha et l’omega des solutions de demain. Nous sommes en revanche très favorables à la mobilisation des initiatives privées et à leur combinaison intelligente avec l’action publique. Et nous rejoignons à ce titre les préconisations 16 et 17.

Le groupe a voté pour.